

Inclusion financière des femmes entrepreneures et réduction de la pauvreté dans la ville de Goma

KASEREKA MUSUBAO Victoire

Enseignant- Chercheur à l'Institut Supérieur de Commerce de Goma

République Démocratique du Congo

Domaine : Sciences Economiques et de Gestion

Option : Gestion Financière, Ville de Goma

Résumé

L'objet de ce travail est d'analyser la contribution de l'inclusion financière des femmes entrepreneures à la réduction de la pauvreté au sein de leurs ménages dans la ville de Goma. Sur la base d'enquêtes menées du 28 août au 10 septembre 2024 auprès de 400 femmes entrepreneures, les données ont été traitées au moyen d'analyses factorielles exploratoires et confirmatoires, de corrélations canoniques et de régressions tronquées sous SPSS, LISREL et STATA. L'analyse révèle que l'inclusion financière possède un impact positif sur les revenus, mais sa contribution directe à la réduction globale de la pauvreté au sein de la régression s'avère modérée par des facteurs contextuels et structurels. Parmi les facteurs les plus influents, la situation d'habitation, le niveau d'études, et le revenu du conjoint jouent un rôle majeur dans la dynamique économique des ménages. Une approche holistique associant l'inclusion financière à des politiques d'amélioration du cadre de vie est requise pour maximiser l'impact sur le bien-être familial.

Abstract

The purpose of this study is to analyze the contribution of financial inclusion for women entrepreneurs to poverty reduction within their households in the city of Goma. Based on surveys conducted from August 28 to September 10, 2024, involving 400 women entrepreneurs, data were analyzed using exploratory and confirmatory factor analysis, canonical correlations, and truncated regressions through SPSS, LISREL, and STATA. The analysis reveals that financial

inclusion has a positive impact on income, but its direct contribution to overall poverty reduction in the regression model is moderated by structural and contextual factors. Among the most influential factors, housing situation, education level, and spouse's income play a major role in household economic dynamics. A holistic approach combining financial inclusion with policies aimed at improving living conditions is required to maximize the impact on family welfare.

Mots-clés : Inclusion financière, Réduction de la pauvreté, Femmes entrepreneures, Goma, Équations structurelles, Régression tronquée.

1. INTRODUCTION

L'inclusion financière est définie comme l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût spécifique pour des personnes pauvres et/ou en situation de difficulté financière, et de ce fait exclus des services traditionnels. Elle permet aux individus et aux entreprises d'accéder à moindre coût à toute une gamme de produits et de services financiers utiles et adaptés à leurs besoins, tels que les transactions, les paiements, l'épargne, le crédit et l'assurance. Elle cherche ainsi à faciliter l'accès des populations exclues du circuit bancaire traditionnel grâce à des produits et des services financiers à faible coût comme le microcrédit (Solène, 2010). L'objectif ultime est de permettre à chacun de participer pleinement à l'économie en bénéficiant des services de base fournis par des institutions saines et durables, s'affirmant ainsi comme une mesure d'inclusion sociale et économique majeure (Kabikissa, 2020).

Malgré des avancées significatives ces dernières années, un grand nombre de personnes dans les marchés émergents continuent d'être financièrement défavorisées. D'après la Banque mondiale (2021), environ 1,7 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à un compte bancaire formel. Dans les régions en développement, cette exclusion touche de manière disproportionnée les femmes, souvent confrontées à des difficultés d'accès en raison de normes culturelles, de traditions et de discriminations de genre, entraînant une perte potentielle d'épargne et de possibilités d'investissement. En République Démocratique du Congo (RDC), pays d'Afrique Centrale confronté à une instabilité chronique et où près de 62% de la population vivait avec moins de 2,15 dollars par jour en 2022 (Banque Mondiale, 2023), la pauvreté limite de façon drastique l'accès aux services essentiels. En 2017, seulement 26% de la population adulte y détenait un compte bancaire, soulignant l'urgence d'élargir l'inclusion financière pour rompre le cercle vicieux de la précarité.

L'autonomisation économique des femmes est un axe central de l'Objectif de Développement Durable n°5 (ODD 5) de l'ONU. Lorsque les femmes accèdent à des opportunités financières, elles contribuent significativement à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté multidimensionnelle (Kabeer, 2019). Face à ce constat, cette recherche soulève la question principale suivante : **dans quelle mesure l'inclusion financière des femmes entrepreneures contribue-t-elle à la réduction de la pauvreté au sein des ménages dans la ville de Goma ?** De cette interrogation découlent trois axes spécifiques : (1) Quelle est la perception des femmes entrepreneures de Goma en matière d'inclusion financière ? (2) Comment les revenus générés grâce à cette inclusion affectent-ils la dynamique économique des ménages ? (3) Quels sont les facteurs contextuels et structurels qui favorisent ou modèrent cette contribution ?

L'objectif général de ce travail est d'évaluer comment l'inclusion financière des femmes entrepreneures impulse une transition vers l'amélioration des conditions de vie des ménages à Goma. Spécifiquement, il s'agit d'évaluer leur perception, de vérifier l'effet des revenus générés sur le budget familial, et d'identifier les déterminants structurels de cette dynamique. Pour y parvenir, trois hypothèses ont été formulées : H1 suppose que les femmes perçoivent l'inclusion financière comme un levier d'amélioration économique ; H2 postule que les revenus générés contribuent significativement aux dépenses de santé, d'éducation et de sécurité alimentaire ; H3 avance que cette contribution est modulée par une combinaison de facteurs tels que le niveau d'études, le statut d'habitation et le revenu du conjoint. Ce travail s'organise autour de trois chapitres : la revue de littérature, le cadre méthodologique, et la présentation suivie de la discussion des résultats empiriques.

2. REVUE DE LITTERATURE SUR L'INCLUSION FINANCIERE ET LA REDUCTION DE LA PAUVRETE

2.1. Littérature théorique

2.1.1. Analyse conceptuelle de l'inclusion financière et de la microfinance

Au cœur des débats sur la pauvreté, la microfinance occupe une place prépondérante comme instrument de lutte contre l'exclusion. Pour Isabelle Guérin, la microfinance renvoie à l'offre de services financiers parabancaires destinés aux personnes exclues des services classiques. Lise Duval la conçoit comme la fourniture formelle de services financiers à la fraction de la population n'ayant pas accès au système traditionnel. Longtemps confondue avec le seul

microcrédit destiné aux activités génératrices de revenus (AGR) et aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME), la microfinance s'est aujourd'hui élargie. Elle intègre désormais une gamme diversifiée de services financiers (épargne, assurance, transferts) et non financiers offerts de manière pérenne aux populations économiquement actives par des Institutions du Système Financier Décentralisé (ISFD), opérant sous le contrôle des pouvoirs publics.

Ce glissement s'inscrit dans un changement de paradigme, la microfinance étant relayée par la 'Finance inclusive'. Les Nations Unies (2006) définissent la finance inclusive comme celle qui offre continuellement des opportunités aux personnes et entreprises quels que soient leur degré de pauvreté et de revenu ou leurs tailles à accéder à toute la gamme des services financiers formels (crédits, assurances, épargnes, fonds). Burjorjee et Scola (2015) la définissent comme une situation où les particuliers et les entreprises ont la possibilité d'accéder à et la capacité d'utiliser une gamme de services financiers appropriés, fournis de manière responsable et durable par des institutions formelles. Dans l'espace de l'UEMOA, cela implique un accès permanent à des coûts abordables pour une utilisation effective, efficace et efficiente, rejoignant la vision de Zins (2016) pour qui l'inclusion se matérialise par la détention d'un compte, la capacité d'épargner, de contracter un prêt et de mobiliser des services digitaux. L'inclusion financière dépasse donc le cadre restrictif du crédit pour englober la disponibilité à grande échelle de services financiers adaptés à ce que la littérature nomme le 'missing middle' (le segment intermédiaire exclu).

2.1.2. De l'exclusion financière vers l'inclusion financière : causes et mécanismes

L'exclusion financière s'explique par diverses défaillances du système de marché. Alors que le secteur bancaire classique répond aux besoins des ménages aisés et des grandes entreprises formelles, les ménages à faibles revenus et les MPME font face à des barrières structurelles majeures. Les théories du développement financier mettent en évidence trois causes principales de ce non-ciblage : le coût d'octroi très élevé des petits crédits, le risque important associé à l'inexistence de garanties matérielles, et l'asymétrie d'information. L'utilisation des taux d'intérêt élevés et des exigences de collatéral comme mécanismes de sélection tend à aggraver le rationnement du crédit.

Sébastien Boyé et al. identifient en outre des contraintes géographiques (faible densité d'agences dans les zones rurales ou populaires), des coûts de transaction disproportionnés pour les faibles montants, l'absence d'un système judiciaire efficace pour faire exécuter les contrats, et la distance culturelle entre le formalisme rigide des banques et la réalité des petits entrepreneurs. Alexandra

Zins souligne que l'exclusion en Afrique est majoritairement subie plutôt que choisie, impliquant la responsabilité des autorités prudentielles. Fouad Abdelmoumni l'attribue également à des facteurs socioculturels et à la stigmatisation des pauvres. Benoît Kambale Mbakul'Irah (2012) démontre que pour le cas de la RDC, le cadre légal et réglementaire inadéquat tend à institutionnaliser l'exclusion financière, poussant les acteurs vers la finance informelle. L'exclusion peut être volontaire (auto-exclusion par manque de confiance ou motifs religieux) ou involontaire (subie du côté de l'offre). Face à cela, la finance informelle (tontines, structures d'entraide) offre de la flexibilité et de la rapidité, mais s'avère incapable d'assurer un niveau optimal de financement à long terme en raison de l'aléa moral et des pratiques usuraires.

2.1.3. Composantes et déterminants de l'inclusion financière

Pour suivre les progrès de l'inclusion, le Groupe de Travail sur les Données d'Inclusion Financière de l'AFI (FIDWG, 2013) a formalisé des indicateurs fondés sur deux dimensions clés : l'accès (capacité physique et financière d'utiliser les produits des institutions formelles, limitée par les coûts et la distance) et l'utilisation (profondeur, régularité, fréquence et durée d'exploitation des services dans le temps). Burjorjee et Scola (2015) y adjoignent une troisième dimension essentielle : la qualité, qui exige que les services soient adaptés aux besoins du consommateur et proposés de manière responsable. Enfin, Bankable Frontier Associates (2010) propose d'intégrer une quatrième dimension, le bien-être, qui capte l'impact final des produits financiers sur la vie des usagers. Faute de pouvoir aisément mesurer cette dernière dimension de manière isolée, la présente étude s'appuie sur le triptyque Accès-Utilisation-Qualité.

Les facteurs explicatifs de la demande de services financiers sont principalement d'ordre sociodémographique. Guérineau et Jacolin (2014) rappellent que la demande dépend du pouvoir d'achat et de préférences individuelles non économiques. Sarma et Pais (2011) identifient le revenu, l'alphabétisation des adultes et l'usage des technologies (téléphone, internet) comme des déterminants macroéconomiques majeurs. Deena et Barbara (2015) ainsi que Clamara et al. (2014) mettent en avant l'âge, le sexe, l'éducation et la religion. Le Livre Bleu des Nations Unies (2006) synthétise ces facteurs en insistant sur l'identité légale, le type d'activité, la situation géographique et la confiance. Du côté de l'offre, l'asymétrie d'information, l'absence d'infrastructures technologiques et les barrières documentaires freinent l'intégration, tandis que la concurrence bancaire et la stabilité macroéconomique stimulent l'offre (Love et Peria, 2012 ; NEPAD-OCDE, 2009). Dans notre modèle empirique, l'accent est mis sur les facteurs liés à la demande pour analyser le comportement des femmes entrepreneures à Goma.

2.2. Littérature empirique

La littérature empirique foisonne d'études évaluant l'impact de l'inclusion financière sur la pauvreté, affichant des conclusions parfois contrastées. D'une part, une majorité de travaux valide un impact direct et positif sur l'élévation des revenus et la résilience. Burgess et Pande (2005) ont observé en Inde que l'expansion des banques rurales a réduit de manière significative la pauvreté. Brune et al. (2011) au Malawi ont démontré que l'accès à des comptes d'épargne permettait aux agriculteurs d'accroître leurs investissements productifs. De même, Demirgüç-Kunt et Klapper (2013) soutiennent que l'accès financier permet une gestion optimale des ressources et favorise l'investissement dans des AGR, brisant la pauvreté chronique.

Sur le plan du genre, Kabeer (2015) a démontré au Bangladesh que l'accès au microcrédit renforce l'autonomie financière des femmes et leur pouvoir de décision au sein du ménage, orientant les dépenses vers l'éducation et la santé des enfants. Dupas et Robinson (2013) au Kenya ont prouvé qu'offrir des comptes d'épargne simples à des femmes commerçantes engendrait une hausse substantielle des investissements professionnels et du bien-être économique familial. Au Népal, Prina (2015) confirme que l'épargne formelle aide à lisser la consommation et à amortir les chocs. L'avènement des technologies mobiles a accéléré cette dynamique : Jack et Suri (2014) ont mis en évidence que la plateforme M-Pesa au Kenya a sorti de nombreux ménages de la précarité en facilitant les transferts d'argent interrégionaux et en renforçant la résilience face aux chocs climatiques ou sanitaires, un constat appuyé par Aker et Mbiti (2010) à l'échelle du continent africain. L'assurance agricole (Karlan et al., 2014, au Ghana ; Giné et al., 2008, en Inde) permet quant à elle une prise de risque productive.

D'autre part, l'inclusion financière peut générer des externalités négatives en l'absence de régulation ou d'éducation financière. Anwar et al. (2016) ont découvert qu'en Indonésie, l'inclusion financière pouvait afficher un effet négatif direct sur la réduction de la pauvreté lorsque les crédits sont détournés pour financer des dépenses de consommation courante, entraînant un surendettement massif et des taux d'intérêt usuraires. Fambari (2022) note qu'un développement financier mal encadré, via la surutilisation de cartes de crédit ou de services mal compris, accentue la vulnérabilité des emprunteurs, pouvant mener à des situations de détresse psychologique extrême ou au suicide. Par conséquent, Cole et al. (2011) ainsi que Lusardi et Mitchell (2014) soulignent qu'un faible niveau de littératie financière annihile l'impact potentiel des services financiers et que l'inclusion doit impérativement être couplée à des programmes d'éducation financière pour maximiser son efficacité.

2.2.1. Cadre conceptuel de la recherche

Dans le cadre de cette recherche, il sera principalement question de vérifier la contribution de l'inclusion financière des femmes entrepreneures en prenant en compte les caractéristiques sociodémographiques de leurs ménages. Le cadre conceptuel de cette recherche peut être résumé comme suit :

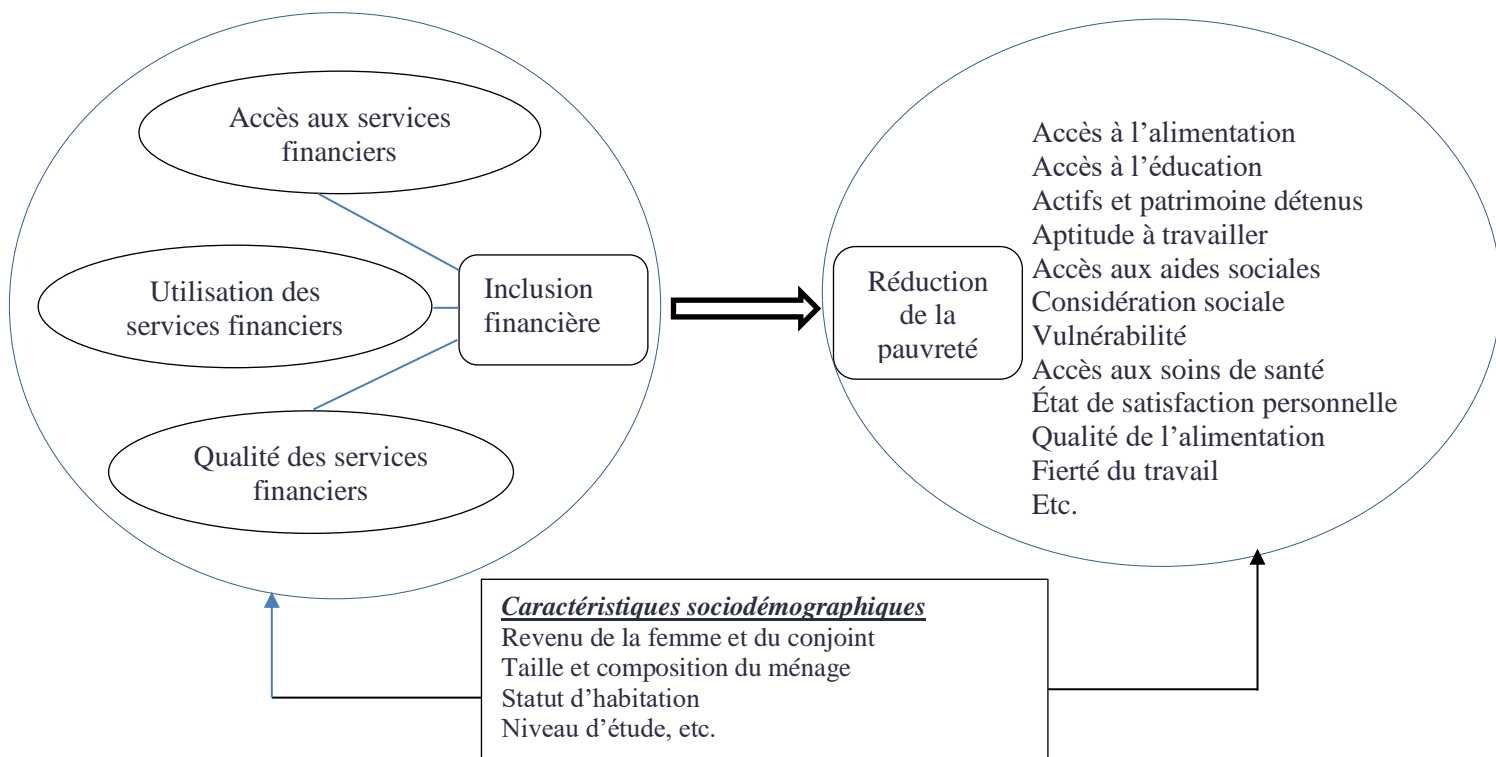


Figure 1. Cadre conceptuel de l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté

La figure 1 présente le cadre conceptuel de l'étude montrant l'influence de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté, sous l'effet des caractéristiques sociodémographiques.

L'Inclusion financière est opérationnalisée à travers trois dimensions : l'Accès, l'Utilisation, et la Qualité des services financiers. La Réduction de la pauvreté est perçue comme un phénomène multidimensionnel englobant le bien-être familial et alimentaire (accès et qualité de l'alimentation, soins de santé, satisfaction personnelle), la dimension patrimoniale (actifs, logement, patrimoine détenu), le capital social (reconnaissance sociale, absence de discrimination et de vulnérabilité), et l'accès aux aides sociales.

Le modèle intègre les caractéristiques sociodémographiques (revenu de la femme et du conjoint, taille et composition du ménage, statut d'habitation, niveau d'études, âge et ancienneté de l'activité) comme variables explicatives et modératrices majeures, postulant que l'impact de

l'intégration financière sur le bien-être dépend de l'environnement structurel de l'entrepreneure. Ce cadre permet de guider l'ensemble des analyses quantitatives menées dans la partie empirique.

3. CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

3.1. Collecte des données et échantillon

3.1.1. Population d'étude et formule d'échantillonnage

La population cible de cette étude est constituée de l'ensemble des femmes entrepreneures résidant et exerçant une activité génératrice de revenus (AGR) dans la ville de Goma (englobant les communes de Goma et de Karisimbi). Pour être incluses, les répondantes devaient être âgées d'au moins 18 ans et justifier d'au moins une année d'expérience continue dans la gestion de leur activité. Le nombre total de la population (N) étant inconnu en raison de l'absence de statistiques désagrégées par genre au niveau de la mairie, une procédure d'estimation a été appliquée. Sur la base des registres municipaux, la ville compte 7 822 MPME formellement enregistrées. En estimant prudemment que 50% de ces structures (y compris l'important secteur semi-formel adjacent) sont détenues ou dirigées par des femmes, la sous-population d'entrepreneures a été fixée à N = 3 911.

Afin d'obtenir un échantillon représentatif dans un cadre de sondage aléatoire simple sans remise (PESR), la formule statistique de Mulendu (2020) a été mobilisée :

$$n = \frac{N * Z_{\alpha}^2 * S_w^2}{N * d_0^2 + Z_{\alpha}^2 * S_w^2}$$

Où n représente la taille de l'échantillon cherchée ; Z_{α} est la valeur de la distribution normale standard au seuil de confiance de 95% (soit $Z_{\alpha} = 1,96$) ; d_0 est l'incertitude absolue ou marge d'erreur admissible fixée à 5% (0,05) ; et S_w représente l'écart-type de la population. L'écart-type n'étant pas connu a priori, une pré-enquête a été menée auprès des 100 premières unités de terrain, révélant un écart-type empirique $S_w = 0,531$. En introduisant ces valeurs dans l'équation, le calcul donne : $n = [3\ 911 * (1,96)^2 * (0,531)^2] / [3\ 911 * (0,05)^2 + (1,96)^2 * (0,531)^2] = 391$ femmes entrepreneures. Pour anticiper les non-réponses, les questionnaires incomplets ou les biais de validité, la taille finale de l'échantillon a été portée à 400 femmes entrepreneures.

3.1.2. Structure du questionnaire d'enquête et échelles de mesure

Le questionnaire a été structuré en trois grandes sections thématiques afin d'opérationnaliser les variables du cadre conceptuel. Au total, le questionnaire combine des questions de profil et deux échelles psychométriques majeures de type Likert :

Tableau 1. Répartition du questionnaire d'enquête

Thèmes et Composantes du Questionnaire	Nombre d'items / Questions
1. Profil sociodémographique du répondant (Total)	17 questions
- Informations sur la femme entrepreneure	8 questions
- Informations relatives au conjoint	3 questions
- Composition et charge du ménage	6 questions
2. Échelle de mesure de la Réduction de la Pauvreté (Total)	26 items (Likert 5 points)
- Éducation, Marché du travail, Alimentation	10 items
- Santé, Actifs/Patrimoine, Aides sociales	12 items
- Facteurs socioculturels et démographiques	4 items
3. Échelle de mesure de l'Inclusion Financière (Total)	44 items (Likert 5 points)
- Dimension Accès aux services financiers	10 items
- Dimension Utilisation des services financiers	10 items
- Dimension Qualité des services financiers	24 items

Source : Conçu par l'auteur sur base du questionnaire

Ce tableau présente la structure du questionnaire utilisé pour la collecte des données, en précisant les thèmes abordés ainsi que le nombre d'items ou de questions associées à chaque composante. Pour l'échelle de réduction de la pauvreté, les réponses étaient collectées sur une échelle de Likert à 5 points (de 'Pas du tout d'accord' à 'Tout à fait d'accord'). Pour l'échelle d'inclusion financière, les items étaient évalués selon une fréquence d'occurrence à 5 points (de 'Très rarement' à 'Très souvent').

La population cible est constituée des femmes entrepreneures de la ville de Goma (communes de Goma et de Karisimbi), définies comme toute femme gérant une activité génératrice de

revenus (AGR) depuis au moins un an. Face à l'absence de statistiques officielles exhaustives ventilées par genre, la taille de la population a été estimée à partir des données de la mairie (7 822 MPME formelles), en retenant l'hypothèse que 50% de ces initiatives sont portées par des femmes, soit un bassin de 3 911 entreprises. Un échantillon de **400 femmes entrepreneures** a été constitué. L'enquête par questionnaire s'est déroulée sur le terrain du 28 juin au 10 septembre 2024.

3.2. Spécification du modèle et outils d'analyse

Pour analyser les interdépendances complexes, une approche méthodologique séquentielle en trois étapes a été déployée :

- **Analyses Factorielles Exploratoires (AFE) et Confirmatoires (AFC) :** Sous SPSS 23 et LISREL, afin de purifier et valider la structure des construits latents (Inclusion financière et Réduction de la pauvreté) et évaluer la qualité d'ajustement du modèle (indices CFI, NFI, RMSEA).
- **Corrélations Canoniques :** Pour maximiser et quantifier l'association linéaire globale entre le bloc de variables indépendantes d'inclusion financière (INCLFIN1, 2, 3) et le bloc de variables dépendantes de bien-être (REDPAUV1, 2, 3, 4).
- **Modélisation d'Équations Structurelles (SEM) et Régression Tronquée :** Sous STATA, pour estimer simultanément les effets directs et indirectes, tout en contrôlant les facteurs sociodémographiques (sexe, âge, niveau d'études, situation d'habitation, revenu du conjoint) et corriger les biais de censure de l'échantillon.

3.1.3. Outil KoboCollect, déroulement du terrain et dépouillement

La collecte des données a été entièrement digitalisée à l'aide de l'application KoboCollect installée sur terminaux mobiles. Ce choix méthodologique a permis de s'affranchir des limites des questionnaires papier en optimisant la rapidité de centralisation, en éliminant les erreurs de saisie manuelle grâce à des filtres de validation logique (sauts conditionnels, contrôle des valeurs aberrantes), et en garantissant la sécurité des données sauvegardées instantanément sur serveur crypté. Le processus de collecte des données a combiné la phase de collecte en présentiel et la phase de collecte en ligne. La phase de collecte en présentiel s'est étalée du 6 au 10 septembre 2024. Sur les 400 questionnaires complétés, 32 ont été obtenus en ligne et 368 en face-à-face.

Le dépouillement a consisté à centraliser les données sur la plateforme KoboToolbox, à effectuer un nettoyage rigoureux (data cleaning) pour traiter les rares données manquantes et isoler les

valeurs aberrantes. Les bases de données épurées ont ensuite été exportées vers les logiciels spécialisés : SPSS 23 pour les analyses descriptives et factorielles exploratoires, LISREL 8.80 pour les analyses confirmatoires et les modèles d'équations structurelles, et STATA 14 pour l'estimation de la régression tronquée.

3.2. Techniques de traitement statistique des données

3.2.1. Outils de traitement : SPSS, LISREL et STATA

L'utilisation conjointe et complémentaire de trois logiciels majeurs garantit la robustesse des résultats : (1) SPSS 23 a été employé pour l'analyse descriptive univariée (fréquences, moyennes, écarts-types) et pour l'Analyse Factorielle Exploratoire (AFE) par extraction en composantes principales. (2) LISREL 8.80 (Linear Structural Relations) a servi à l'Analyse Factorielle Confirmatoire (AFC) et à la modélisation par Équations Structurelles (SEM), permettant de tester simultanément les relations causales entre variables latentes en intégrant les erreurs de mesure. (3) STATA 14 a été mobilisé pour la modélisation économétrique avancée, spécifiquement pour exécuter la régression tronquée, indispensable face à une variable dépendante bornée.

3.2.2. Analyse Factorielle Exploratoire (AFE) et Confirmatoire (AFC)

L'AFE a pour objectif de réduire la dimensionnalité des échelles de Likert et d'identifier les facteurs latents sous-jacents. La méthode d'extraction retenue est l'Analyse en Composantes Principales (ACP) associée à une rotation orthogonale Varimax pour maximiser la variance des chargements et clarifier l'interprétation. Les critères d'épuration appliquées sont stricts : le critère de Kaiser (conservation des valeurs propres supérieures à 1), un seuil de coefficient structurel fixé à 0,30 (compte tenu de notre échantillon > 350 individus selon Carricano, 2009), et des communalités minimales de 0,50. La cohérence interne est validée par l'Alpha de Cronbach (seuil attendu > 0,70), et l'adéquation de l'échantillonnage est vérifiée par l'indice de Kaiser-Meyer-Olkin (KMO) et le test de sphéricité de Bartlett.

L'AFC intervient dans un second temps pour confirmer la structure factorielle identifiée. Elle teste l'adéquation du modèle théorique aux données empiriques via le logiciel LISREL. La qualité de l'ajustement est évaluée par un ensemble d'indices : le Chi-Charré (dont on espère une p-value non significative, bien que tolérée face à de grands échantillons), le RMSEA (Root Mean Square Error of Approximation, optimal si < 0,05, acceptable jusqu'à 0,08), le CFI (Comparative Fit Index > 0,90), le NFI (Normed Fit Index > 0,90), et le GFI (Goodness of Fit Index).

3.2.3. Corrélations canoniques et Modélisation d'équations structurelles

L'analyse des corrélations canoniques examine les relations simultanées entre deux ensembles de variables : l'ensemble des dimensions de l'inclusion financière (indépendantes) et l'ensemble des composantes de la réduction de la pauvreté (dépendantes). Elle construit des combinaisons linéaires (fonctions canoniques) maximisant la corrélation inter-groupes, évaluée par le test de Wilks. La modélisation par Équations Structurelles (SEM) intègre ensuite ces dimensions dans un modèle causal global, reliant la variable latente 'Inclusion Financière' à la variable latente 'Réduction de la Pauvreté', en évaluant le coefficient de détermination (R^2) et les coefficients standardisés (bêta).

3.2.4. Justification du modèle de Régression Tronquée

La variable dépendante 'Réduction de la Pauvreté' (REDPAUV) est un score composite calculé à partir d'une échelle de Likert strictement bornée entre 1 et 5. L'application d'une régression linéaire classique par les Moindres Carrés Ordinaires (MCO) sur des données ainsi censurées ou tronquées induirait des estimations fortement biaisées et non convergentes, car elle ne prend pas en compte les limites asymptotiques de la distribution. Pour corriger ce biais de troncature, la régression tronquée (Truncated Regression) sous STATA 14 s'impose comme le choix économétrique approprié. Elle modélise la relation en limitant l'intervalle d'observation à [1, 5] et estime les coefficients par le maximum de vraisemblance, en intégrant 14 variables explicatives individuelles, familiales et financières.

4. ANALYSE DES DONNEES ET DISCUSSION DES RESULTATS

4.1. Analyse descriptive du profil des répondants

4.1.1. Caractéristiques sociodémographiques des femmes entrepreneures

L'échantillon de 400 femmes entrepreneures se répartit entre les deux principales communes de la ville : 216 résidents dans la commune de Karisimbi (54%) et 184 dans la commune de Goma (46%). Le croisement avec la situation d'habitation révèle que 61,5% des entrepreneures de Karisimbi (144 femmes) et 63,6% de celles de Goma (117 femmes) sont propriétaires de leur logement, soit un total de 261 propriétaires (65,25%) contre 139 locataires (34,75%). L'accès à la propriété immobilière constitue un indicateur indirect de stabilité économique, suggérant une capacité d'accumulation patrimoniale liée à l'activité.

L'analyse du niveau d'études et de l'état civil met en évidence un profil d'entrepreneures relativement instruites et insérées familialement. Une forte majorité possède un niveau d'instruction secondaire (39,5%, soit 158 femmes) ou supérieur et universitaire (45,5%, soit 182 femmes) ; seules 4% (16 femmes) sont sans instruction et 9,25% (37 femmes) affichent un niveau primaire. Concernant l'état civil, les femmes mariées surclassent largement les autres catégories avec 77,25% (309 répondantes), suivies des célibataires (13,25%, soit 53 femmes), des veuves (7,25%, soit 29 femmes) et des divorcées (2,25%, soit 9 femmes). L'éducation supérieure s'avère donc être un moteur central de l'entrepreneuriat féminin à Goma.

Tableau 2. Age des femmes entrepreneures

Variables du Profil	N°	Min	Max	Moyenne	Écart-type	CV (%)
Âge de la femme entrepreneure	400	19	65	36,95 ans	10,512	28,5%
Ancienneté dans l'activité	400	1	46	9,54 ans	7,836	82,2%

Source : Nos analyses sous SPSS 23 sur la base des données d'enquête (2024).

Ce tableau présente la répartition des femmes entrepreneures ayant participé à l'enquête en fonction de leur tranche d'âge. L'âge moyen des répondantes est de 36,95 ans (CV = 28,5%), traduisant une concentration dans la phase de vie la plus active. L'ancienneté moyenne dans l'activité s'élève à 9,54 ans, témoignant d'un ancrage solide dans le tissu économique local. Néanmoins, le coefficient de variation extrêmement élevé de 82,2% illustre une forte hétérogénéité, juxtaposant de nouvelles micro-entrepreneures (1 an d'activité) à des figures historiques de l'économie de Goma (jusqu'à 46 ans d'expérience).

Le secteur d'activité est outrageusement dominé par le Commerce (boutiques, quincailleries, pharmacies, étals de marché) qui concentre 69,5% de l'échantillon (278 femmes), en raison de barrières à l'entrée plus faibles et de perspectives de liquidités immédiates. Viennent ensuite la Prestation de services (12%, soit 48 femmes), la Restauration/Hôtellerie/Buvettes (11,8%, soit 47 femmes), l'Élevage (4%, soit 16 femmes), l'Artisanat/Couture (1,8%) et la Coiffure ou Décoration (1%). Par ailleurs, 85,3% (341 femmes) se consacrent exclusivement à leur AGR principale, tandis que 14,8% (59 femmes) cumulent cette fonction avec une autre profession. Parmi ces dernières, 20% sont des agents de l'État ou enseignantes du secteur public, mobilisant l'entrepreneuriat comme un mécanisme de survie face à l'irrégularité ou la faiblesse des salaires étatiques.

La répartition des revenus mensuels des entrepreneures révéle une segmentation économique nette : 12,8% gagnent moins de 100\$; 27,3% se situent entre 100\$ et 200\$; 23,3% se positionnent entre 200\$ et 300\$; et 12,3% gagnent entre 300\$ et 400\$. Globalement, 62,8% des femmes déclarent un revenu modéré compris entre 100\$ et 400\$. À l'extrême supérieur, une minorité d'élite émerge : 8% (32 femmes) dégagent plus de 600\$ par mois, et seulement 1,5% (6 femmes) franchissent le seuil de 1 000\$ mensuels.

4.1.2. Profil socioéconomique du conjoint

L'analyse des 309 entrepreneures mariées révèle que leurs conjoints disposent d'un capital humain élevé : 65% (201 conjoints) possèdent un niveau d'études supérieures ou universitaires, 25,6% (79 conjoints) un niveau secondaire, et 3,2% un niveau postuniversitaire. Au total, 90,6% des partenaires ont au moins achevé le cycle secondaire. Sur le plan professionnel, ils se répartissent principalement entre le Commerce (23,9%), la fonction publique (17,2%), les métiers techniques (électricité, maçonnerie, mécanique : 12,3%), l'humanitaire et les ONG (11,3%), l'enseignement (10,7%), l'ingénierie (9,1%) et la médecine (7,4%) ; seuls 4,9% sont déclarés sans emploi. Les tranches de revenus des conjoints se révèlent supérieures à celles de leurs épouses : 23,6% gagnent moins de 200\$, 35,3% se situent dans la tranche intermédiaire modérée (200\$ à 400\$), 18,8% gagnent entre 400\$ et 600\$, tandis que 16,5% disposent de revenus confortables supérieurs à 600\$, dont 5,8% (18 conjoints) au-delà de 1 000\$. Ce niveau d'instruction et de revenu des conjoints constitue un facteur de soutien capital pour l'entrepreneure.

4.1.3. Composition et charges d'éducation du ménage

Les ménages des répondantes font face à des charges de dépendance importantes. La taille moyenne des ménages se caractérise par une moyenne de 3,77 enfants à charge (CV = 63%, maximum de 11 enfants). De surcroît, une proportion financière importante de ménages (197 structures sur 400) prend en charge d'autres membres de la famille élargie, avec une moyenne de 2,36 personnes additionnelles (maximum de 12). La scolarisation des enfants engendre une pression financière continue, ventilée comme suit : une moyenne de 0,43 enfant à l'école maternelle (CV = 156%), 1,26 enfant à l'école primaire (CV = 103%), 1,23 enfant à l'école secondaire (CV = 100%) et 0,63 enfant inscrit à l'université (CV = 152%). La faiblesse de la moyenne universitaire combinée à un CV élevé confirme que le coût de l'enseignement supérieur représente une barrière financière majeure pour la majorité des foyers. Enfin, la moyenne d'enfants du ménage qui travaillent et contribuent aux ressources s'établit à 0,50 personne.

4.2. Analyse factorielle et structurelle des concepts

4.2.1. Structure factorielle optimale de la réduction de la pauvreté (AFE et AFC)

L'AFE appliquée aux 26 items initiaux de l'échelle de réduction de la pauvreté a permis, après épuration, d'isoler une structure factorielle optimale en 4 composantes principales expliquant 72,084% de la variance totale. L'échelle finale affiche des propriétés psychométriques d'une excellente fiabilité interne avec un Alpha de Cronbach global de 87,5%. La qualité d'échantillonnage est validée par un indice KMO de 0,871 et un test de sphéricité de Bartlett hautement significatif (Chi-deux = 2557,078 ; ddl = 78 ; p = 0,000), légitimant l'application de la factorisation. Les communalités obtenues, toutes supérieures à 0,60, confirment la forte représentativité des items conservés.

Les quatre dimensions latentes se structurent de la manière suivante :

1. Composante 1 (Bien-être familial et alimentaire - COMP1) : Regroupe 5 items (PAUV9, PAUV10, PAUV8, PAUV4, PAUV11) avec des saturations comprises entre 0,704 et 0,856. Elle capte l'accès régulier à la nourriture, la qualité de l'alimentation, la fierté au travail et l'accès décent aux soins de santé familiaux. Elle explique à elle seule 42,688% de la variance.
2. Composante 2 (Dimension patrimoniale et actifs - COMP2) : Concentre 3 items (PAUV16, PAUV15, PAUV17) saturant de 0,734 à 0,860. Elle mesure l'accumulation d'actifs matériels stables : possession de biens immobiliers (maisons en location, terrains) et détention d'un moyen de transport (véhicule/moto). Elle explique 12,22% de la variance.
3. Composante 3 (Capital social et intégration - COMP3) : Isole 2 items (PAUV24, PAUV23) à très fortes charges (0,823 et 0,856), liés à la reconnaissance sociale et à l'absence de discrimination ou de vulnérabilité. Elle explique 9,343% de la variance.
4. Composante 4 (Accès aux aides sociales - COMP4) : Associe 3 items (PAUV19, PAUV21, PAUV20) aux coefficients significatifs (0,611 à 0,823), mesurant l'accès aux allocations familiales et aux programmes d'aide anti-pauvreté. Elle explique 7,833% de la variance.

L'Analyse Factorielle Confirmatoire (AFC) sous LISREL valide rigoureusement ce modèle à 4 composantes. Bien que le Chi-deux soit statistiquement significatif (Chi-deux = 209,81 ; df = 61 ; p = 0,000) en raison de la sensibilité de ce test à la taille de l'échantillon (N = 400), les indices d'ajustement globaux attestent d'une excellente adéquation empirique : le CFI s'élève à 0,97, le NNFI à 0,96, tandis que le RMSEA se fixe à 0,078, s'inscrivant parfaitement dans la plage

d'ajustement raisonnable ($< 0,08$). Le modèle offre un excellent compromis entre complexité et ajustement avec un indice de parcimonie normé PNFI de 0,75 et un PGFI de 0,62.

L'évaluation du niveau d'indice de chaque composante (ramené sur une base de 100%) révèle des disparités profondes dans la perception du recul de la précarité : la reconnaissance sociale (COMP3) affiche le score le plus performant à 77,0% (Moyenne = 3,84), suivie du bien-être familial et alimentaire (COMP1) à 71,6% (Moyenne = 3,58). En revanche, la dimension patrimoniale d'accumulation d'actifs (COMP2) plafonne à un niveau modéré de 52,0% (Moyenne = 2,59), tandis que l'accès aux aides sociales (COMP4) enregistre le score le plus bas à 41,0% (Moyenne = 2,04), confirmant la quasi-inexistence de filets de sécurité étatiques en RDC. Le score global de réduction de la pauvreté (REDPAUV) s'établit à 65,7% (Moyenne = 3,28 ; Écart-type = 0,833).

4.2.2. Structure factorielle optimale de l'inclusion financière

Avant de formaliser l'échelle, un état des lieux des services de paiement et d'épargne utilisés par les 400 entrepreneures a été dressé. Les résultats mettent en relief la prépondérance du secteur financier décentralisé et solidaire : 70,0% des femmes (280 répondantes) détiennent un compte dans une mutuelle informelle ou semi-formelle (types AVEC : Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit, ou MUSO). Les Coopératives d'Épargne et de Crédit (COOPEC) s'imposent comme le premier acteur formel avec 48,8% d'adhésion (195 comptes), suivies de près par les banques commerciales traditionnelles à 43,3% (173 comptes). En revanche, les Institutions de Microfinance (IMF) formelles restent en retrait avec seulement 18,8% (75 comptes). Les mutuelles de proximité et les COOPEC constituent donc le socle de l'inclusion financière des femmes à Goma.

L'AFE appliquée aux items d'inclusion financière extrait une structure optimale en 3 composantes principales expliquant 74,05% de la variance totale, avec une excellente cohérence interne (Alpha de Cronbach = 87,8%, KMO = 0,831, Bartlett significatif à $p = 0,000$, Chi-deux = 1815,294, ddl = 66) :

1. Composante 1 (Confiance et Sécurité institutionnelle - INCLFIN1) : Regroupe 6 items (INCL28, INCL25, INCL27, INCL21, INCL29, INCL1) avec des chargements extrêmement intenses ($> 0,733$), captant le niveau de confiance et le sentiment de sécurité associés aux dépôts au sein des COOPEC, IMF et banques. Elle explique 43,94% de la variance.
2. Composante 2 (Conditions et flexibilité du crédit - INCLFIN2) : Aligne 4 items (INCL38, INCL35, INCL36, INCL31) chargeant de 0,778 à 0,871. Elle évalue l'adéquation des modalités

de remboursement, des taux d'intérêt, des échéances et des exigences de garanties par rapport aux cycles d'activité. Elle explique 16,829% de la variance.

3. Composante 3 (Accessibilité temporelle et continue - INCLFIN3) : Sépare 2 items (INCL3, INCL13) aux chargements saturant à des niveaux records (0,936 et 0,934), mesurant la flexibilité et la disponibilité d'accès aux comptes d'épargne durant les week-ends et les jours fériés. Elle explique 13,281% de la variance.

L'AFC menée sous LISREL valide cette modélisation tridimensionnelle, affichant un RMSEA de 0,097 (ajustement passable au seuil de 10%). L'examen des scores d'indices met en lumière une fracture sectorielle : la confiance institutionnelle (INCLFIN1) est fortement ancrée avec un score de 70,8% (Moyenne = 3,54). Les conditions d'accès au crédit (INCLFIN2) sont jugées mitigées avec un score de 53,9% (Moyenne = 2,69). Enfin, l'accessibilité continue (INCLFIN3) s'effondre à un score critique de 34,2% (Moyenne = 1,71), trahissant la fermeture des institutions formelles les dimanches et jours fériés. L'indice global d'inclusion financière (INCLFIN) se fixe à 60,4% (Moyenne = 3,02 ; Écart-type = 0,821).

4.3. Analyse de l'impact économétrique et structurel

4.3.1. Analyse des corrélations canoniques

L'analyse des corrélations canoniques examine l'interdépendance entre le bloc de l'inclusion financière (INCLFIN1, 2, 3) et celui de la pauvreté (REDPAUV1, 2, 3, 4). Les résultats révèlent deux fonctions canoniques statistiquement significatives au test de Wilks. La première fonction canonique affiche une corrélation élevée de 0,511 (Valeur propre = 0,354 ; Wilks = 0,638 ; F = 16,072 ; p = 0,000), démontrant une association systémique intense entre les deux blocs. L'analyse des coefficients standardisés indique que ce lien est principalement propulsé par la confiance sécurisée (INCLFIN1 : -0,431) et les conditions de crédit (INCLFIN2 : -0,541), qui s'associent fortement à l'accumulation d'actifs (REDPAUV2 : -0,949) et à l'intégration sociale (REDPAUV3 : 0,555). La première fonction explique 60,1% de la variance de l'inclusion financière et 23,7% de celle de la pauvreté. La deuxième fonction canonique, bien que plus faible, reste significative (Corrélation = 0,286 ; Valeur propre = 0,089 ; p = 0,000), reliant les conditions de crédit à l'alimentation (REDPAUV1) et aux aides (REDPAUV4).

4.3.2. Modélisation par Équations Structurelles (SEM)

La modélisation par équations structurelles sous LISREL formalise le lien causal direct entre les deux concepts latents. L'équation structurelle estimée se présente comme suit :

$$\text{REDPAUV} = 0,37 * \text{INCLFIN}$$

Le coefficient standardisé de 0,37 s'avère positif et statistiquement significatif, indiquant qu'une augmentation d'une unité de l'inclusion financière globale engendre une élévation de 0,37 unité du score de réduction de la pauvreté. Néanmoins, les indices d'ajustement de ce modèle structurel direct s'avèrent faibles (RMSEA = 0,184 ; CFI = 0,80 ; NFI = 0,79), signalant une spécification incomplète. De surcroît, le coefficient de détermination R² s'établit à 0,14, ce qui signifie que l'inclusion financière n'explique que 14% de la variance de la réduction de la pauvreté. L'erreur de variance résiduelle s'élève à 0,86, prouvant que 86% de la variabilité du bien-être dépend d'autres facteurs structurels exogènes. Cette insuffisance du modèle direct a imposé le recours à la régression tronquée intégrant les variables sociodémographiques.

4.3.3. Estimation de la Régression Tronquée et analyse des déterminants

Le modèle de régression tronquée, estimé par le maximum de vraisemblance sous STATA 14 pour la variable REDPAUV bornée sur l'intervalle [1, 5], affiche une excellente validité globale (Chi-deux de Wald = 162,70 ; ddl = 14 ; p = 0,001). L'introduction des caractéristiques individuelles et structurelles bouleverse la significativité directe de la finance :

Tableau 3. Régression tronquée

Variables Explicatives	Coefficients	Erreurs-types	z-score	p-value
INCLFIN (Inclusion financière globale)	0,042	0,064	0,66	0,508 (NS)
RESIDENCE (1=Goma, 2=Karisimbi)	-0,328	0,076	-4,32	0,000***
SITHAB (1=Locataire, 2=Propriétaire)	0,341	0,079	4,32	0,000***
NIVETU (Niveau d'études femme)	0,094	0,047	2,00	0,046**
ETATCIV (État civil)	-0,024	0,049	-0,49	0,624 (NS)
AGE (Âge de la femme)	-0,001	0,005	-0,20	0,841 (NS)
ANCIENNETE (Ancienneté de l'activité)	0,004	0,006	0,67	0,505 (NS)
AUTREPROF (Cumul d'activités)	0,097	0,099	0,98	0,327 (NS)
REVENU (Revenu de la femme)	0,071	0,022	3,23	0,001***
NIVETUCONJ (Niveau études conjoint)	-0,019	0,051	-0,37	0,709 (NS)
REVENUCONJ (Revenu du conjoint)	0,058	0,019	3,05	0,002***
NBREENF (Nombre d'enfants à charge)	-0,044	0,026	-1,69	0,091*
SCOLARISE (Enfants scolarisés)	0,037	0,039	0,95	0,343 (NS)
TRAVAIL (Enfants qui travaillent)	0,029	0,033	0,88	0,380 (NS)
_cons (Constante du modèle)	2,741	0,394	6,96	0,000***

Source : Nos analyses sous STATA 14 (***p<0,01 ; **p<0,05 ; *p<0,10 ; NS = Non Significatif). Sigma = 0,72.

L'analyse des coefficients révèle des conclusions d'une importance capitale pour la formulation des politiques publiques :

1. Non-significativité directe de INCLFIN ($p = 0,508$) : Une fois contrôlée par les caractéristiques structurelles, l'inclusion financière n'exerce plus d'effet direct sur la réduction de la pauvreté. Cela démontre que la finance n'est pas une solution magique autonome, mais que son impact transite indirectement par les revenus réels qu'elle permet de générer.
2. Effet crucial de la situation d'habitation (SITHAB : coeff = 0,341 ; $p = 0,000$) : Être propriétaire de son logement influence positivement et massivement la réduction de la pauvreté. La stabilité résidentielle supprime la charge du loyer et sécurise le ménage.
3. Impact de la localisation géographique (RESIDENCE : coeff = -0,328 ; $p = 0,000$) : Le coefficient négatif indique que résider dans la commune de Karisimbi, caractérisée par un déficit criant d'infrastructures par rapport à la commune de Goma, réduit la probabilité de sortir de la pauvreté, matérialisant des inégalités spatiales majeures.
4. Rôle des revenus combinés (REVENU : 0,071, $p = 0,001$; REVENUCONJ : 0,058, $p = 0,002$) : Les revenus générés par la femme et ceux de son conjoint exercent un impact hautement significatif. Le ménage fonctionne comme une unité économique holistique où la co-contribution des deux partenaires maximise le bien-être.
5. Niveau d'études de l'entrepreneure (NIVETU : 0,094, $p = 0,046$) : Un niveau d'instruction élevé accroît significativement le bien-être, validant le rôle du capital humain dans l'optimisation de la gestion des affaires.
6. Taille du ménage (NBREENF : -0,044, $p = 0,091$) : Le nombre d'enfants à charge exerce une pression négative sur le budget familial, augmentant la vulnérabilité.

4.4. Vérification des hypothèses et discussion approfondie

4.4.1. Validation des hypothèses de recherche

L'hypothèse H1 postulait que les femmes entrepreneures de Goma perçoivent l'inclusion financière comme un levier d'amélioration de leur situation économique. Les résultats de l'AFE et de l'AFC la confirment partiellement : la dimension de confiance institutionnelle culmine à 70,8%, prouvant une perception hautement positive des infrastructures et de la sécurité des dépôts. Toutefois, l'effondrement de l'indice d'accessibilité continue (34,2%) nuance cette perception, révélant une frustration quant à l'indisponibilité temporelle des services.

L'hypothèse H2 prévoyait que les revenus générés grâce à l'inclusion financière affectent positivement la dynamique économique des ménages. Le modèle structurel SEM valide un impact positif global ($\beta = 0,37$) et la régression tronquée confirme l'effet hautement significatif du revenu de la femme ($p = 0,001$). L'impact de l'inclusion financière est donc indirect : elle agit comme un catalyseur qui fluidifie l'activité, génère du revenu, lequel est ensuite injecté dans les dépenses de santé et d'alimentation ($COMP1 = 71,6\%$). L'hypothèse H2 est donc confirmée.

L'hypothèse H3 avançait que la réduction de la pauvreté est influencée par une combinaison de facteurs contextuels et structurels. Les résultats de la régression tronquée la confirment éclatement : le statut d'habitation (SITHAB), la commune de résidence (RESIDENCE), le niveau d'études (NIVETU) et le revenu du conjoint (REVENUCONJ) s'avèrent être les véritables moteurs structurels du bien-être, surclassant l'effet financier direct. L'hypothèse H3 est entièrement validée.

4.4.2. Discussion des résultats à la lumière de la littérature

La non-significativité directe de l'inclusion financière au sein de notre régression corrobore les conclusions de Diallo et Dramani (2023) au Sénégal ainsi que de Schürings et al. (2012), qui rappellent que l'accès aux services financiers est une condition nécessaire mais radicalement insuffisante pour éradiquer la pauvreté. Sans politiques complémentaires d'amélioration du cadre de vie (logement, infrastructures décentralisées), la finance ne peut à elle seule transformer la réalité matérielle des ménages. La prépondérance de l'effet patrimonial (SITHAB) rejoint les travaux de Sam (2019) et Soro (2014) sur l'importance de sécuriser les actifs de base des micro-entrepreneurs. De plus, l'impact majeur du revenu du conjoint confirme les thèses de Bahati (2006) et Alassane (2021) : le ménage en situation de post-conflit ou de crise structurelle doit être analysé comme une unité holistique de mutualisation des risques. Enfin, les défaillances d'accessibilité durant les jours fériés et les taux d'intérêt rigides évoqués dans la composante 2 confirment les critiques de Servet (2009) et Morduch (1999) sur l'inadaptation structurelle de l'offre bancaire classique face aux flux de trésorerie quotidiens et volatils des femmes entrepreneures du secteur informel.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'objectif principal de cette étude était d'analyser l'impact de l'inclusion financière des femmes entrepreneures sur la réduction de la pauvreté au sein des ménages de la ville de Goma. En

mobilisant un échantillon représentatif de 400 entrepreneures et un appareillage statistique rigoureux (AFE, AFC, SEM et régression tronquée), plusieurs conclusions majeures ont été établies. Premièrement, bien que l'inclusion financière affiche une relation positive globale avec le bien-être, son effet direct s'efface au profit de déterminants structurels profonds : la situation d'habitation (statut de propriétaire), la commune de résidence (inégalités spatiales entre Goma et Karisimbi), le niveau d'études et le revenu du conjoint. Cela démontre empiriquement que la finance inclusive n'est pas une panacée autonome, mais un outil dont l'efficacité est tributaire du cadre de vie socioéconomique de la bénéficiaire.

Deuxièmement, si les entrepreneures affichent une confiance élevée envers les institutions financières formelles (70,8%), l'offre actuelle souffre d'une rigidité majeure, caractérisée par une inaccessibilité temporelle critique les week-ends et jours fériés (34,2%) et des modalités de crédit imparfaitement adaptées aux cycles de l'informel. Troisièmement, le ménage s'affirme comme une cellule économique intégrée, où la co-contribution des revenus des deux conjoints maximise le recul de la pauvreté multidimensionnelle. Sur la base de ces conclusions, trois recommandations stratégiques sont formulées :

1. Aux institutions financières et décideurs politiques : Adapter urgemment la qualité et la flexibilité des produits financiers. Il est impératif de concevoir des lignes de crédit spécifiques aux femmes entrepreneures, dotées de modalités de remboursement flexibles calquées sur la saisonnalité de leurs activités, et de lever les barrières documentaires et de garanties en valorisant des mécanismes alternatifs comme la caution solidaire ou le scoring basé sur les flux de monnaie mobile. De plus, l'extension des services numériques (Mobile Money, agences digitales autonomes) doit combler le déficit d'accessibilité continue.
2. Aux autorités publiques et municipales : Compléter l'inclusion financière par des politiques structurelles d'amélioration du cadre de vie. L'État doit investir massivement dans le désenclavement et les infrastructures de base de la commune de Karisimbi pour résorber les fractures spatiales, et mettre en place des programmes d'accès au logement social ou de sécurisation foncière, le statut de propriétaire s'étant révélé être un levier d'émancipation majeur.
3. Aux acteurs du développement et ONG : Déployer des programmes intégrés combinant inclusion financière, éducation financière et renforcement du capital humain. Pour maximiser l'impact des services financiers et éviter le piège du surendettement, il est crucial d'élever la littératie financière des entrepreneures à travers des formations ciblées

en gestion budgétaire, comptabilité simplifiée et stratégie commerciale, tout en favorisant l'alphabétisation fonctionnelle.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aker, J. C., & Mbiti, I. M. (2010). *Mobile phones and economic development in Africa*. *Journal of Economic Perspectives*, 24(3), 207-232.
- Alassane, H. A. (2021). *Déterminants de l'inclusion financière des personnes en situation de sans emploi au Bénin*. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(2), 487-504.
- Anwar, A. S. (2016). *Impact de la microfinance sur la réduction de la pauvreté : preuves empiriques du Pakistan*. *Revue de la pauvreté, de l'investissement et du développement*, Paris.
- Bahati, T. R. M. (2006). *Politique de réduction de la pauvreté en situation post-conflit (Doctoral dissertation, Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I)*.
- Banque Mondiale. (2023). *Rapport sur la pauvreté en République Démocratique du Congo*. Washington: Banque Mondiale.
- Boyé, S., Hajdenberg, J., & Poursat, C. (2006). *Le guide de la microfinance : Donner un sens à l'argent*. Éditions d'Organisation.
- Brune, L., Giné, X., Goldberg, J., & Yang, D. (2011). *Commitments to save: A field experiment of rural savers in Malawi*. World Bank Policy Research Working Paper, (5684).
- Burgess, R., & Pande, R. (2005). *Do rural banks matter? Evidence from the Indian social banking experiment*. *American Economic Review*, 95(3), 780-795.
- Burjorjee, D. M., & Scola, B. (2015). *Making access possible (MAP): Financial inclusion framework*. UNCDF, New York.
- Carricano, M., Poujol, F., & Bertrandias, L. (2009). *Analyse de données avec SPSS*. Pearson Education France, France.
- Clamara, N., Pena, X., & Tuesta, D. (2014). *Determinants of financial inclusion: New evidence from Peru*. BBVA Research Paper, (14/20).
- Demirgüç-Kunt, A., & Klapper, L. (2013). *Measuring financial inclusion: Explaining variation in use of financial services across and within countries*. *Brookings Papers on Economic Activity*, 2013(1), 279-340.
- Diallo, B., & Dramani, L. (2023). *Analyse des effets de l'inclusion financière sur la réduction de la pauvreté au Sénégal*. *Revue AME*, 5(3), 112-130.

- Dupas, P., & Robinson, J. (2013). *Savings constraints and microenterprise development: Evidence from a field experiment in Kenya*. American Economic Journal: Applied Economics, 5(1), 163-192.
- Fambari, A. (2022). *Effet de l'inclusion financière sur la pauvreté multidimensionnelle au Togo*. Université de Kara, Kara.
- Giné, X., Townsend, R., & Vickery, J. (2008). *Statistical analysis of rainfall insurance a study of rural India*. World Bank Economic Review, 22(3), 533-560.
- Guérineau, S., & Jacolin, L. (2014). *Inclusion financière en Afrique subsaharienne : faits stylisés et déterminants*. Revue d'Économie Financière, 116(4), 57-82.
- Jack, W., & Suri, T. (2014). *Risk sharing and transactions costs: Evidence from Kenya's mobile money revolution*. American Economic Review, 104(1), 183-223.
- Kabeer, N. (2015). *Gender, poverty, and microfinance: Analysing the Bangladesh experience*. Cambridge Journal of Economics, 39(2), 345-368.
- Kabeer, N. (2019). *Women's economic empowerment: A transformative approach*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Kabikissa, J. D. (2020). *L'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo*. Revue Congolaise de Gestion, 24(1), 89-108.
- Kambale Mbakul'Irah, B. (2012). *Cadre légal de la microfinance et exclusion financière en RDC*. Éditions Universitaires Européennes.
- Karlan, D., Osei, R., Osei-Akoto, I., & Udry, C. (2014). *Agricultural decisions under agricultural insurance: Evidence from Ghana*. Quarterly Journal of Economics, 129(2), 597-652.
- Love, I., & Peria, M. S. M. (2012). *How bank competition affects firms' access to finance*. World Bank Policy Research Working Paper, (6163).
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2014). *The economic importance of financial literacy : New outcomes and direction*. Journal of Economic Literature, 52(1), 5-44.
- Morduch, J. (1999). *The microfinance promise*. Journal of Economic Literature, 37(4), 1569-1614.
- Nations Unies. (2006). *Livre bleu : Construire des secteurs financiers accessibles à tous*. Département des Affaires Économiques et Sociales. New York.
- Prina, S. (2015). *Do simple savings accounts help the poor to save ? Evidence from a field experiment in Nepal*. Journal of Development Economics, 115, 81-90.

- Sam, N. (2019). *Impact tracking of financial insertion programs on household asset accumulation*. Journal of Development Studies, 44(2), 201-218.
- Sarma, M., & Pais, J. (2011). *Financial inclusion and development*. Journal of International Development, 23(5), 613-628.
- Schürings, H., Bendsen, N., Bomda, J., Landgraff, M., Lappe, P., Range, E., & Weule, C. (2012). *Réduction de la Pauvreté par la Microfinance ?*. Albrecht Daniel Thaer-Institut, Berlin.
- Servet, J. M. (2009). *Quelques limites du microcrédit comme levier du développement*. Problèmes économiques, La Documentation Française, Paris.
- Solène, M. R. (2010). *Politiques d'inclusion financière, microfinance et financement de l'agriculture : le cas de l'Inde et du Mexique*. Paris: MonCairn.info.
- Soro, G. A. (2014). *Analyse des déterminants de l'accès à la microfinance: le cas des coopératives d'épargne et de crédit en Côte d'Ivoire*. Laboratoire d'économie et de management de Nantes (LEMNA).
- Zins, A., & Weill, L. (2016). *The determinants of financial inclusion in Africa*. Review of Development Finance, 6(1), 46-57.